

*Tarif des douanes***ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT**

[Traduction]

LE TARIF DES DOUANES

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Chrétien: Que le bill C-48, tendant à modifier le Tarif des douanes et la loi modifiant le Tarif des douanes, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité plénier.

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'aimerais participer au débat sur le bill C-48, tendant à modifier la loi sur le Tarif des douanes. Il n'y a qu'à lire les manchettes des journaux de la semaine dernière pour comprendre le dilemme dans lequel se trouvent actuellement beaucoup d'hommes d'affaires, en particulier ceux du secteur manufacturier. Par exemple, dans le *Star* de Toronto, on lit le titre suivant: «Les négociations sur le commerce international feront peut-être perdre 350,000 emplois». On y lit ensuite une déclaration de certains chefs syndicaux; six d'entre eux s'envoleront pour Genève la semaine prochaine pour y rencontrer notre négociateur en chef, M. Rodney Grey, afin de discuter de ce qu'ils considèrent comme un désastre pour l'industrie manufacturière canadienne.

Dans le *Citizen* d'Ottawa du lendemain, on apprend que l'homme qui a organisé ce voyage à Genève des chefs syndicaux est M. Warren. L'article incite les Canadiens à ne pas redouter l'issue de la conférence du GATT. C'est là le centre du problème ou du dilemme auquel nous sommes confrontés. D'après le négociateur en chef, nous ne devons pas craindre l'issue des négociations du GATT, mais les dirigeants syndicaux n'en sont pas convaincus et ils ont jugé nécessaire d'envoyer ces gens-là à Genève pour rencontrer nos négociateurs et voir comment ils peuvent faire valoir leur point de vue.

Nous avons rencontré M. Rodney Grey, notre négociateur en chef. Je pense que c'est la première fois qu'il voyait des parlementaires depuis qu'il est délégué à Genève. Cette rencontre avait été organisée par le secrétaire parlementaire du ministre, le député de Stormont-Dundas (M. Lumley). Nous lui sommes très reconnaissants des efforts qu'il a déployés pour permettre aux membres du comité des finances de rencontrer M. Grey à un déjeuner.

M. Grey ne nous a pas dit grand-chose. Cette rencontre m'a vivement rappelé celle que certains députés de mon parti ont eue il y a deux mois environ avec M. Jake Warren. Sur notre demande, il a accepté de rencontrer quelques membres de notre groupe. Il a beaucoup parlé mais ne nous a pas appris grand-chose. Il a parlé quarante-cinq minutes environ et répondu aux questions pendant environ quinze minutes. Il a étiré les réponses puis a dû prendre congé de nous pour assister à une autre réunion urgente ailleurs.

Voilà le genre de contact que nous sommes parvenus à avoir à ce sujet. J'ai demandé à maintes reprises ce qui se passait à Genève aux différents ministres des Finances qui se succèdent à un rythme accéléré depuis quelques années. Ils nous ont tous laissé entendre que M. Grey et ses collaborateurs qui mènent les négociations à Genève s'en occuperaient. Ils nous ont dit qu'il ne pouvaient entrer dans les détails parce qu'il s'agissait de renseignements secrets. Le gouvernement juge que les détails doivent rester secrets et il ne veut pas révéler nos

positions commerciales; il refuse de dire ce que nous faisons aux autres pays du monde.

● (2012)

Lorsque M. Grey est venu ici, nous l'avons interrogé au sujet des négociations, de ce qui s'y passait et de ce qu'il y faisait. Il nous a répondu: «Je ne fais rien d'autre que de négocier et tous les points à défendre me sont communiqués par le ministre des Finances.» Cela donne une idée de la confusion qui existe de part et d'autre. Le ministre des Finances (M. Chrétien), ses fonctionnaires et divers ministres nous ont dit qu'ils n'avaient rien de nouveau à nous communiquer pendant que M. Grey et son personnel poursuivaient les négociations. Par contre, M. Grey nous dit que c'est du ministre des Finances lui-même qu'il tient ses directives.

Cette confusion inquiète grandement le monde des affaires. Plusieurs hommes d'affaires ont demandé, à moi et à divers autres représentants de mon parti et même, j'en suis sûr, à certains ministériels, ce qui se passait exactement à Genève. Ils se sont rendus sur place mais n'ont eu droit qu'à une séance d'information en compagnie de la presse. Je me suis entretenu avec le président d'une grande multinationale qui a dit ne pas pouvoir découvrir ce que faisaient les négociateurs canadiens. Il a donc décidé que le meilleur moyen était peut-être de passer par la société mère américaine pour qu'elle essaie de savoir, par l'intermédiaire des négociateurs américains, ce que les représentants du Canada faisaient. C'est une façon plutôt ridicule de faire les choses.

Les articles qui prédisent la montée en flèche des exportations agricoles et la ruine des industries de la machinerie et du matériel, troublent les fabricants. C'est ce que je veux bien faire comprendre aujourd'hui. C'est un terrible jeu auquel on se livre et il n'y a pas grand façon d'en sortir. Le ministre dit que M. Grey et ses gens mènent les négociations et M. Grey dit qu'il ne fait que suivre les instructions du ministère des Finances.

Il faudrait alors se demander pourquoi ces six dirigeants syndicaux se rendent à Genève. Que vont-ils faire la-bas? Où est le ministre du Travail (M. Munro)? Il doit certes savoir ce qui se passe et les instructions que le ministre des Finances donne au négociateur à Genève. Ne serait-il pas plus logique que le ministre du Travail organise une réunion avec ces dirigeants syndicaux et quelqu'un du ministère des Finances pour dissiper leurs craintes? Mais non, on joue le jeu et M. Warren, qui nous dit de ne pas nous inquiéter de ce qui se passe au GATT, fait venir ces gens à Genève alors que tout aurait pu s'arranger ici au Canada. Comme d'habitude, la main gauche ne sait pas ce que fait la main droite, mais il n'y a rien de nouveau à cela.

Notre industrie manufacturière traverse une véritable crise qui a été causée par le programme DISC aux États-Unis. En vertu de cette loi, une société américaine participant au programme peut retenir, sans payer d'impôts, 50 p. 100 de ses gains provenant d'exportations selon le bon plaisir du président. En fait, ce que le président a fait et ce que le gouvernement américain a fait, c'est assurer aux sociétés américaines des fonds de roulement exempts d'impôts et sans intérêt sous la forme de dégrèvements. Le problème est que le Canada n'a jamais vraiment eu d'équivalent. Nous n'avons rien pour compenser et, au cours des années, nous avons vu un certain nombre de compagnies du secteur manufacturier au Canada